

Paroles

Communisme, économie de marché et « une certaine influence de l'État »

« **t**out le monde a parlé de l'élection d'un président communiste à Chypre comme d'une grande première en Europe. Pourtant, en Moldavie, nous avons un gouvernement communiste depuis 2001 et personne n'en parle ! Il est vrai que nous ne faisons pas partie de l'Union européenne, à laquelle nous sommes seulement associés. » Cela a été la première réaction d'Inna Shupac, 24 ans, militante communiste, quand il a été question de cette interview. Réflexe de quelqu'un d'un « petit pays » – l'expression est revenue à plusieurs reprises au cours de l'entretien – dont on ne parle guère ? Influence du lieu de la rencontre, l'université d'été du Parti de la gauche européenne (*European Left*)¹ qui, au parlement européen, regroupe les formations de gauche qui ne se reconnaissent pas dans le groupe du parti socialiste européen et qui, comme les autres « partis européens », fait participer à ses activités les formations homologues des pays qui sont plus ou moins dans l'antichambre de l'Union européenne ? Signe en tout cas que l'appartenance communiste, dans son acception historique la plus traditionnelle, est, comme on le verra, totalement assumée par Inna. Et ceci dans un pays dont le gouvernement, lui aussi communiste, veut explicitement, et à marche forcée, utiliser tous les mécanismes de l'économie de marché.

Propos recueillis par
Louis Weber

Quelques rappels sont sans doute nécessaires pour « situer » la Moldavie (Moldova), guère plus grande que la Belgique (33 000 km²) et nettement moins peuplée

1. Le parti de la gauche européenne est un parti politique européen créé en 2004. Il est présidé par Lothar Bisky, de *Die Linke*, et regroupe notamment les partis politiques nationaux (Parti communiste français, *Rifondazione* d'Italie, *Die Linke* d'Allemagne, etc.) dont les élus adhèrent au groupe GUE/NGL (Gauche unie européenne/Gauche verte nordique) du Parlement européen, ainsi que divers partis d'Europe de l'Est. Le parti de la gauche européenne a aussi, tout comme le parti socialiste européen par exemple, des adhérents individuels, ce qui n'est pas sans poser des problèmes de fonctionnement.

(un peu plus de 4 millions d'habitants), enclavée entre la Roumanie et l'Ukraine, sans accès à la mer Noire (sauf par le Danube) et comprenant deux territoires autonomes, la Gagaouzie et la Transnistrie.

Comme pour d'autres anciennes républiques de l'URSS, l'indépendance de la Moldavie a répondu en 1991 à des aspirations très largement majoritaires. Mais elle a mis à jour aussi des problèmes anciens que l'appartenance à l'URSS avait (presque) fait oublier dans cette partie de l'Europe orientale. Au cours de la période la plus récente, la région avait connu des heures particulièrement sombres avec l'invasion russe en 1940 en application du Pacte germano-soviétique et, surtout, en 1941, la conquête roumaine sous l'égide de Ion Antonescu, le « Pétain roumain », aux côtés des pays de l'Axe. S'en est suivie la déportation ou la fuite de centaines de milliers de Juifs et de Roms, dont beaucoup seront rattrapés par la Wehrmacht ou l'armée roumaine et tués en Ukraine. En 1944, la Moldavie réintégra l'URSS jusqu'à la dislocation de celle-ci.

Cette histoire tourmentée explique au moins en partie pourquoi la question nationale a pris très fréquemment le pas sur la question sociale, à travers le concentré souvent explosif constitué par la langue et, dans le cas particulier de la Moldavie, par l'alphabet, latin ou cyrillique, utilisé. La Moldavie, qui a intégré le Conseil de l'Europe en 1994, ce qui est un passage obligé pour une future adhésion à l'Union européenne, a ratifié à cette occasion les textes internationaux traitant des minorités nationales. Elle se réfère aujourd'hui à la notion de « société (et d'État) polyethnique » pour décrire la mosaïque nationale qui la compose: 64,5 % pour la majorité moldave, 13,8 % d'Ukrainiens, 13 % de Russes, 3,5 % de Gagaouzes, 2 % de Bulgares, 1 % de Juifs, etc.².

La situation géographique particulière, le statut indécis de la Transnistrie, font parler d'État en transition, soupçonné d'être le « lieu de passage de nombreux trafics ». Ce qui a conduit l'Union européenne à signer un accord en octobre 2006 pour aider « l'Ukraine et la Moldavie à mieux contrôler leur frontière commune, y compris son segment transnistrien, et à renforcer leurs capacités de lutte contre les trafics illicites [...], faire avancer l'État de droit et contribuer à la recherche d'un règlement juste et pacifique en Transnistrie³ ».

Dans l'entretien qui suit avec Inna Shupac, on trouvera trace de ces particularités peu connues d'un pays qui l'est aussi très peu, sans prétendre, bien entendu, en faire une présentation exhaustive. Au-delà de ces particularités, l'accent a été mis sur ce qui peut conduire aujourd'hui une jeune Moldave (et à travers elle un pays) à se réclamer du communisme, moins de vingt ans après la disparition de l'URSS, qui s'est traduite aussi en Moldavie par l'interdiction de l'ancien parti communiste.

2. Source: Conseil de l'Europe, rapport soumis par la République de Moldova, en vertu de l'article 25, § 1, de la Convention cadre pour la protection des minorités nationales, www.humanrights.coe.int/Minorities/French/, juin 2000.

3. Voir: http://www.eu2007.de/fr/News/Statements_in_International_Organisations/January/0126OSCEBanfi.html

Comment une personne de vingt-quatre ans, militante et même dirigeante communiste, voit-elle aujourd'hui ce qu'était la situation en Europe de l'Est avant la chute du mur de Berlin ? Est-ce juste une vieille histoire ou davantage ?

Ce n'est pas juste une vieille histoire, c'est évident. Mes parents l'ont vécue. Aujourd'hui encore, on me dit parfois : tu es une stalinienne ! Ma grand-mère m'a beaucoup parlé du stalinisme. Mes grands-parents maternels ont souffert de la répression. Ils ont été déportés en Sibérie, où ma mère est d'ailleurs née. Ils sont revenus en 1953, après la mort de Staline. Ils n'ont rien retrouvé de ce qui leur appartenait. Ils n'ont même pas pu réintégrer leur maison, occupée par d'autres. Ils ont donc dû commencer une nouvelle vie.

Pourquoi ont-ils été déportés ?

Ils étaient trop « riches ». Comme en Russie, on a déporté les koulaks en Moldavie. Ils avaient trop de terre, deux ou trois ouvriers. Ce sont des voisins, plus pauvres, qui les ont signalés au KGB. Mais c'était fréquent alors : on incitait les gens à dire des choses négatives sur leurs voisins.

Beaucoup de gens qui ont vécu cette période disent maintenant : « Plus jamais le communisme. » Vous, par contre, vous vous dites communistes...

Ce qui s'est installé en Russie, c'est un modèle, le modèle stalinien. C'est l'idée d'une seule personne. Nous devrions

revenir à Lénine, Marx et Engels. C'est cela le communisme. Ce que Staline a laissé, c'est uniquement sa propre perception du communisme. Et c'était une mauvaise perception. Ce n'était pas du communisme. Sa politique a été menée contre le communisme.

Personne dans votre famille ne vous dit : « Comment peux-tu être communiste après ce qui s'est passé ? »

Mon père est agronome. Il a dirigé un kolkhoze pendant trente ans. Ma mère y était salariée. Mon père a été membre du parti communiste depuis 1953. Aujourd'hui, il est membre du parti des communistes⁴. Ma mère n'est pas membre du parti mais vote pour lui. Ils comprennent donc qu'on ne peut pas juger une idée, un idéal, à partir de ce qu'un homme, qui n'a même pas été à l'origine de l'idée, en a fait.

Vous avez donc été éduquée comme communiste ?

Oui, heureusement, oui.

Pourquoi heureusement ?

Je vois l'exemple de jeunes qui n'ont aucune idée de ce qu'est la politique. Ils ne sont pas intéressés par ce qui se passe. Ils ne savent pas que quelqu'un dirige

4. Le parti communiste a été interdit en Moldavie en 1991. Il s'est reconstitué en 1994 sous le nom de parti des communistes de la République de Moldavie (PCRM). Dans l'opposition jusque-là, il a largement remporté les élections législatives en 2001, puis celles de 2005.

tout cela. Ils s'intéressent seulement à : « J'ai ceci, j'ai une voiture, je devrais avoir de l'argent..., tout cela est à moi. » Ce qu'ils demandent au gouvernement, c'est la stabilité pour y arriver. Ils vont voter pour ceux dont ils pensent qu'ils vont leur assurer cela. C'est un point de vue totalement égoïste.

Y a-t-il beaucoup de jeunes ayant les mêmes aspirations que vous ?

Pas beaucoup, non. Ceux qui sont nés après 1988 n'ont pas d'idée sur ce qu'était le système soviétique. J'ai parlé des aspects négatifs. Mais il y avait aussi de nombreux aspects positifs, l'éducation gratuite, la médecine gratuite et d'autres choses. Il y avait du développement. Tout cela a été ruiné. Aujourd'hui, le gouvernement essaie de remonter la pente mais c'est difficile.

L'éducation est payante aujourd'hui ?

Oui, dans l'enseignement supérieur par exemple, 70 % des universités sont privées et payantes, 30 % seulement relèvent de l'État et sont gratuites. Le parti [des communistes] vient d'adopter une décision pour rendre l'éducation publique gratuite en deux ou trois ans, cela dépendra du budget de l'État, à partir de 2009. Pour nous, l'éducation ne devrait pas dépendre du fait que vos parents sont riches ou gagnent de l'argent mais seulement de vos talents et de vos connaissances.

Pouvez-vous rappeler rapidement l'histoire de votre pays depuis l'éclate-

ment de l'URSS en 1991 ? Qui a dirigé le pays depuis ?

La Moldavie est devenue indépendante le 27 août 1991, quelques jours après l'Ukraine. Le premier président était un dirigeant communiste. La majorité des dirigeants du pays étaient d'ailleurs d'anciens communistes. Mais ils avaient changé : en une nuit, ils sont devenus très critiques par rapport au système antérieur. Ils ont dû se dire que le communisme n'était pas possible et qu'il fallait donc changer !

Il faut dire que nous avons un problème spécifique en Moldavie. C'est un problème de souveraineté, du fait de nos relations avec la Roumanie. À la fin des années 1980, il y a eu ainsi un fort mouvement nationaliste, au sens où il voulait que notre langue soit le roumain et que la Moldavie soit rattachée à la Roumanie, pour former la Grande Roumanie. Mais dans la partie orientale du pays, en Transnistrie⁵, la population parle russe et refusait l'annexion par la Roumanie. Il y a donc eu une guerre civile, une guerre entre nous, en 1992. La population parlant russe avait peur que nous soyons annexés par la Roumanie. Les soldats occupaient tout le pays et mes parents avaient peur. Ils sont d'origine bulgare et ukrainienne.

5. La (petite) partie du pays « au-delà » du Dniester. Elle a demandé son indépendance en 1989 quand le gouvernement a établi le roumain avec l'alphabet latin comme langue officielle et fait sécession en 1991. Cette question n'est toujours pas réglée, malgré divers accords intervenus depuis. Des troupes russes stationnent toujours en Transnistrie.

Ils ne parlent pas du tout moldave ou roumain⁶.

Et vous ?

Ma langue maternelle est le russe. La langue officielle du pays est le moldave. Mais le russe est la langue qui permet la communication entre toutes les parties de la population. La langue de l'administration est donc le moldave mais aussi le russe. Il faut reconnaître que pendant la période soviétique, il y a eu tentative de russification. C'est d'ailleurs une des causes qui ont suscité le mouvement nationaliste, pas seulement en Moldavie mais aussi en Ukraine et dans d'autres anciennes républiques soviétiques.

Pouvez-vous situer le moment où vous avez pris conscience de ces problèmes ? Étaient-ils abordés par les jeunes à l'école ? Parlaient-ils politique ?

Pas à l'école, pas avant la fin du secondaire en tout cas. Un peu plus à l'université. Mais, en fait, ces questions ne sont pas vraiment abordées. Les jeunes, en général, tirent

leurs connaissances et leurs informations politiques d'une seule source. Ils ne cherchent pas à les combiner, à analyser. Leur source principale vient des parents. L'influence des parents est donc un des facteurs qui jouent. Puis les médias, surtout la télévision et Internet. Il y a beaucoup de journaux dans le pays mais les jeunes ne les lisent pas beaucoup.

Avez-vous connu des luttes politiques à l'école ou à l'université ?

À l'école, non. Les élèves et les enseignants savaient que mon père était un communiste convaincu. Ils n'en parlaient donc pas avec moi. À l'université, c'est différent. Il faut savoir que les étudiants sont répartis en deux groupes, selon leur langue, russe ou moldave. J'ai donc fait mes études supérieures en russe pendant deux ans, puis notre groupe fut dissout parce que trop peu nombreux. En 2002, j'ai donc été transférée dans le groupe parlant moldave. La majorité de ce groupe n'aimait pas les communistes. Or j'étais déjà membre du parti communiste. Nous avons donc eu des discussions, y compris avec les enseignants, dont je dois dire que la majorité n'aimait pas non plus les communistes. Ces discussions étaient cependant cordiales et constructives. Je ne crois pas du tout, par exemple, que mes notes dépendaient de mes opinions politiques !

Comment s'organisait alors votre scolarité dans ce groupe ?

Les leçons que je suivais, j'étais en « Relations internationales », étaient en

6. La question linguistique cristallise beaucoup des conflits de la société moldave. La langue officielle, d'après la Constitution, est le « moldave utilisant l'alphabet latin » (en Transnistrie, c'est le moldave avec les caractères cyrilliques!). Mais le fait de distinguer le moldave du roumain semble être une question de nature politique avant d'être linguistique. Dans les faits, l'État semble cependant fonctionner sur le mode du bilinguisme moldave-russe, chaque citoyen ayant la possibilité d'être éduqué dans une des langues minoritaires reconnues (la loi énumère, en plus du moldave et du russe, le gagaouze, l'ukrainien, le bulgare, l'hébreu, le yiddish, avec un etc. de précaution!). Pour une information très détaillée sur ces questions : on pourra voir <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/moldavie.htm>

moldave. Mais, pendant les séminaires ou pour mes devoirs, je pouvais répondre en russe. C'était la même chose pour les examens. J'ai fait ma maîtrise sur la Chine et le communisme, en russe.

Comment vos études sont-elles organisées ?

Nous sommes en plein changement, notre pays ayant adhéré au processus de Bologne⁷. Personnellement, j'ai fait la dernière année dans l'ancien système. Après cinq ans, je suis donc maintenant inscrite en troisième cycle. Dans notre région, là où on parle russe, nous essayons de faire le mieux, dans le moins de temps possible, c'est notre mentalité. Je crois que c'est possible. S'agissant des universités, le fait de rejoindre le processus de Bologne nous semble pouvoir donner de bons résultats en peu de temps. Mais nous n'avons changé ni nos livres, ni nos méthodes, ni la mentalité de nos enseignants. Nous ne les avons pas préparés à cela. Il y a donc aussi des aspects négatifs !

Comment les communistes sont-ils revenus au pouvoir, en ne cachant pas leur identité ?

En 1991, le parti communiste a été dissous. Il s'est transformé en parti des communistes en 1993. Entre 1993 et 2001, il y a eu diverses coalitions au gouvernement, sans les communistes. En 2001,

les résultats des élections législatives ont surpris tout le monde. Les communistes ont obtenu 75 sièges au parlement sur 101, ce qui dépassait la majorité requise pour changer la constitution. Personne ne s'attendait à ces résultats. Je n'étais pas encore active politiquement à cette époque. Mais mon père a été actif.

Pourquoi, selon vous, y a-t-il eu un tel changement ?

À cette époque, cela n'avait rien à voir avec le marxisme-léninisme. Quand l'indépendance a été proclamée, ce fut au nom de la démocratie. Les gens s'attendaient donc à ce qu'il en soit ainsi dans la réalité. Ils espéraient aussi la prospérité, comme en Europe. Mais, durant dix ans, rien n'a été fait en ce sens. Les dirigeants de l'État sont devenus de plus en plus riches. En 2001, personne ne croyait plus que c'était ce que les communistes avaient fait avant 1991 qui était la cause de tout ce qui n'allait pas.

Le parti communiste a dit qu'il allait changer les choses, mais sans cacher le fait que cela allait être difficile. Aucun autre parti n'avait la moindre proposition à faire pour la suite. La situation ne pouvait pas être pire que ce qu'elle était devenue après ces dix ans. En même temps, beaucoup de gens se souvenaient de la période soviétique, avec l'éducation gratuite, la médecine gratuite, etc. Ils se sont dit : « Peut-être les communistes vont-ils changer cela. » C'était une sorte de vote protestataire. Personne ne pensait vraiment que la situation allait changer. Mais elle a changé, parce que la majorité était suffisamment large. En

7. Processus initié à Bologne en 1998 pour « construire un espace européen de l'enseignement supérieur ». C'est ce processus qui est à l'origine du système LMD (licence-maîtrise-doctorat) en huit ans (3-5-8).

2005, nous avons gardé la majorité mais moins large qu'en 2001. Nous avons donc un perdu en pourcentage.

Est-ce que cela a changé vos relations avec votre entourage à l'école ?

Non, nous étions très jeunes en 2001, nous avions 17-18 ans. Après, à l'université, il y a eu davantage de discussions. Pour beaucoup d'étudiants et d'enseignants, le parti communiste était le parti des personnes âgées, il était resté stalinien. Pour ceux qui défendaient ce point de vue, il n'avait donc pas d'avenir. Pour moi, une telle position était unilatérale, c'était des stéréotypes qui venaient surtout des médias. Durant les dix années écoulées depuis l'indépendance, les communistes n'avaient aucune chance d'être présentés de façon positive. Eux-mêmes n'avaient pas la possibilité de le faire dans les médias. C'est un fait que les retraités et les personnes âgées ont voté pour les communistes. C'est parce qu'ils étaient les seuls à se souvenir de la période de l'URSS et à la regretter.

Y a-t-il eu des changements depuis 2001 ?

Oui. Un exemple : 75 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté en 2001. Ils n'étaient plus que 25 % en 2006. Cela s'explique par le fait qu'il y a de la croissance et beaucoup d'investissements étrangers. Le gouvernement a aussi rétabli en 2005 une assurance maladie pour tous. Tous les ans, pas à pas, il y a davantage de places dans les universités

gratuites de l'État. Les deux universités d'État sont déjà gratuites pour les étudiants, les futurs médecins par exemple, dont nous avons le plus besoin.

N'est-ce pas un paradoxe qu'il y ait des investissements étrangers ?

Non, le gouvernement a créé des conditions favorables aux entreprises.

Vous êtes alors libérale-communiste ?

Non, beaucoup de gens pensaient que le gouvernement allait tout nationaliser, les entreprises, la terre, etc. On ne l'a pas fait. Nous croyons un peu comme Mao Tsé toung que tout ne peut pas se faire en un jour. Notre pays est un petit pays, sans ressources. Nous n'avons ni pétrole ni gaz, et ne produisons que 30 % de l'électricité que nous consommons. Tout le reste, nous l'importons. Nous n'avons que la terre, du raisin et du vin, ainsi que des ressources humaines.

Vous travaillez sur la Chine à l'université. Cela traduit-il un intérêt particulier ?

Oui, ce qui m'intéresse, c'est la tentative de faire quelque chose de neuf, le communisme avec des spécificités chinoises.

Mais vous, quel a été votre cheminement personnel ?

J'ai d'abord été membre de la Jeunesse communiste en 2001, après la victoire électorale. Cette victoire a eu une

influence sur ma décision parce qu'avant je ne voyais aucune possibilité de faire quoi que ce soit. J'avais même envisagé d'aller étudier en Ukraine, ce qui aurait été possible. La victoire a donc constitué un tournant pour moi car j'y ai vu la possibilité de participer à quelque chose, de changer les choses. Je suis donc revenue en Moldavie car j'étais déjà en train de chercher à m'organiser pour étudier en Ukraine. J'ai rejoint la Jeunesse communiste à l'université. J'ai adhéré au parti en 2005. C'est un pas important car on peut être d'accord avec les idées sans adhérer. C'est ce que ma mère a d'ailleurs fait.

Pour adhérer, on remplit une demande et on doit être recommandé par deux membres du parti.

Avant 2005, je ne me sentais pas prête. Je pensais qu'il suffisait que je m'engage dans la Jeunesse communiste. À ce titre, nous étions d'ailleurs investis dans la campagne électorale de 2005. À l'époque, les membres du parti étaient surtout des personnes âgées et il n'y avait pas de slogans et de mots d'ordre pour les jeunes. Je ne me sentais donc pas spécialement attirée par une adhésion.

À la Jeunesse communiste, nous sommes entre nous, nous nous comprenons et nous échangeons des idées. Quand je me retrouve dans une réunion locale où tous les autres ont 50 ou 60 ans, ils ne me comprennent pas vraiment. Je ne sens pas que j'y ai une place, avec mes idées. Cela a commencé à changer en 2004-2005. Le parti a commencé à avoir de plus en plus de membres jeunes, à différents niveaux. C'est autre chose quand une jeune personne représente le parti

et vous parle. Par exemple, pour la politique envers la jeunesse, nous avons dit qu'il fallait demander aux jeunes ce qu'ils voulaient.

Quelle est votre activité politique aujourd'hui ?

Elle est double, à la Jeunesse communiste, où je peux rester jusqu'à 28 ans, et au parti. Je suis à la direction de la JC. Cela fait beaucoup de travail. Je pense que dans la vie, il faut parfois faire des choix. J'ai eu la possibilité d'aller travailler à Bruxelles pour le Parlement européen. Ou alors de rester en Moldavie pour acquérir davantage d'expérience politique, surtout pratique. À l'université, cela reste assez théorique en effet. J'ai choisi de retourner en Moldavie pour travailler à la présidence de la République. J'y ai renoncé quand j'ai été élue au secrétariat de la JC. Il me paraissait difficile de combiner tout cela. Je travaille donc à plein temps pour organiser la jeunesse. Nous arrivons ainsi à connaître les problèmes de la jeunesse et préparons des dossiers pour que les dirigeants du parti les prennent en charge. Nous comprenons très bien que sans nous, le parti va perdre quelque chose. Il peut percevoir certaines choses mais c'est seulement si la jeunesse vient dans le parti qu'il pourra aller plus loin.

Le parti est-il conscient de cela ?

Oui. Il y a de nombreuses déclarations dans ce sens et la majorité des ministres du gouvernement sont maintenant des jeunes.

Et la place des femmes ?

Le mouvement féministe est souvent radical en Moldavie. Le parti démocrate-chrétien a par exemple adopté la parité homme/femme. Je ne pense pas que ce soit la façon correcte de procéder. Dans ce cas, le plus important est le genre et non pas vos connaissances ou vos aptitudes. Le principal devrait être la compétence et notre parti essaye d'aller dans ce sens. Zinaida Greceanîi, notre Premier ministre, qui est une femme, ne l'est pas parce qu'elle est femme mais parce que c'est une grande spécialiste de l'économie. Elle a une grande habitude de traiter diverses questions, le fait d'être une femme n'y est pour rien.

Mais je dois reconnaître qu'il n'y a pas tellement de femmes investies dans la politique en Moldavie. Il y en a de plus en plus au gouvernement et dans le parti, mais cela reste à petite échelle. Ce n'est pas une politique explicite dans le parti. Ce sont les femmes qui ne veulent pas beaucoup s'investir en politique. Notre société est traditionnelle et dans les sociétés traditionnelles, les femmes pensent d'abord à avoir un mari, des enfants, plutôt que de s'occuper d'autres choses. Les jeunes femmes cherchent davantage à s'investir que celles qui ont, disons, trente-cinq ans et plus.

Comment situez-vous aujourd'hui les questions sociales et les questions nationales dans votre pays ?

Aujourd'hui, la question ne se pose plus dans les mêmes termes qu'en 1991. À la fin des années 1980, la question natio-

nale était de loin la question principale dans notre pays. Et non pas les questions économiques ou sociales. Les gens étaient convaincus qu'il n'y aurait pas de changement économique ou social mais que les Moldaves auraient davantage de possibilités de parler leur langue. Cette question était en haut de l'agenda. Elle a été la cause de la guerre de 1992. C'est à partir de ces problèmes nationaux qu'il y a ces oppositions entre les citoyens. Ceux qui parlent russe, c'est-à-dire la minorité russe mais aussi les minorités ukrainienne, bulgare ou gagaouze⁸, préfèrent la culture russe, la littérature russe, etc.

Diriez-vous qu'il y avait des phénomènes de domination ?

De mon point de vue personnel, il y avait domination de la langue russe. Ce n'était pas une position officielle. Mais quand vous cherchiez un emploi ou discutiez avec d'autres personnes, il valait mieux parler russe. À l'école, vous pouviez bien sûr apprendre votre langue nationale. Mais ceux qui dirigeaient les entreprises dans notre république, et je suppose dans d'autres républiques soviétiques, étaient surtout des Russes, je veux dire des citoyens de la république de Russie. Ils avaient davantage de compétences. Mais c'était aussi une politique de les envoyer au Kazakhstan, en Moldavie, etc., pour construire le pays.

8. La Gagaouzie (ou Gagaouz-Yeri) est une région autonome de Moldavie, turcophone, située près de la frontière sud du pays.

En 1991, ils avaient par exemple tendance à dire aux Moldaves que c'est grâce à eux que la Moldavie a été reconstruite après la Deuxième Guerre mondiale. Et qu'ils n'acceptaient donc pas d'être contraints de parler le moldave. Ce n'était évidemment pas leur faute. Mes parents par exemple ne parlent pas moldave. Ils n'en éprouvaient pas la nécessité durant la période soviétique.

D'un autre côté, les Moldaves pouvaient difficilement remplacer ceux qui parlaient russe, faute d'en avoir les capacités. Cela a conduit à l'émergence du mouvement nationaliste.

Peut-on l'interpréter comme la traduction de « libérez-nous de l'influence russe » ?

Plus ou moins, oui. Mais ce fut d'abord « donnez-nous le droit de parler et de travailler avec notre propre langue nationale ». Ne nous imposez pas le russe car nous ne sommes pas russes. Il y avait aussi la relation avec la Roumanie, ce qui a provoqué des divergences au sein du mouvement. La Constitution de 1994 de la Moldavie indépendante, qui fait du moldave et non du roumain la langue nationale, a été élaborée par une partie du mouvement nationaliste, et non pas par les communistes. Une autre partie de ce mouvement soutenait que la langue devait être le roumain et que la Moldavie était une partie de la Grande Roumanie.

La majorité était cependant pour une Moldavie indépendante. Je pense que c'est cela que nous devons mettre en avant, et non pas les appartenances

nationales. Si quelqu'un est ukrainien ou bulgare, il doit avoir une carte d'identité de citoyen moldave tout en pouvant être éduqué dans sa langue nationale.

Comment le gouvernement actuel a-t-il essayé de régler cette question ?

Ce problème est à peu près surmonté aujourd'hui. Il ne subsiste plus que dans la mentalité de quelques personnes. Le gouvernement a adopté un document politique dont le point essentiel est que la société moldave est une société polyethnique. Au cours de l'Histoire, de nombreux peuples ont traversé notre territoire. Le peuple moldave est donc un mélange d'ethnies et de cultures diverses. On n'a jamais accordé d'importance à la nationalité. Une société polyethnique, cela veut dire que nous nous respectons mutuellement. La langue qui nous unit est le russe. Pour des raisons historiques, la grande majorité de la population comprend en effet le russe. Quelqu'un peut éventuellement ne pas le parler par principe, mais il le comprend.

C'est un point essentiel de la politique du gouvernement. Il y a même eu une tentative pour faire apprendre le russe dès la deuxième classe. Mais, en 2002, les partis d'opposition ont organisé une grande manifestation contre cette mesure. Je suis allée dans le cortège, pour voir. J'ai éprouvé de la haine pour ces gens quand j'ai entendu leurs leaders dire : « Pourquoi apprendrions-nous le russe ? Ceux qui veulent parler russe n'ont qu'à aller en Russie. » Les slo-

gans rappelaient le très fameux slogan de 1991 : « Faites votre valise, allez à la gare et partez en Russie. »

Le gouvernement a pris en compte cette réalité, en se référant au concept de société polyethnique.

Le parti communiste est-il lui aussi polyethnique ?

Oui, il l'est. C'est même une de ses forces. Au début, le parti des communistes était surtout représenté chez les russophones. Au fur et à mesure que les actuels partis d'opposition ont montré leur vrai visage, son recrutement s'est diversifié. Aujourd'hui, le secrétaire général est moldave. La plupart des membres du gouvernement le sont aussi. Mais il y a aussi deux ou trois ministres qui ne parlent pas moldave. Les partis d'opposition demandent à ce qu'ils passent un examen en moldave et soient renvoyés s'ils ne le réussissent pas. Ces partis continuent à mettre la question nationale en avant.

On peut avoir l'impression, à vous entendre, que les oppositions politiques sont davantage de caractère national que social...

C'est un peu vrai. J'ai vécu un exemple. Les organisations de jeunesse ont la possibilité de tenir des réunions communes avec les jeunes. Elles sont huit. Récemment, nous avons fait ce type de réunion en Transnistrie. Mes sept collègues ont tous axé leur intervention sur le rejet du communisme, le fait que la langue devait être le roumain et sur l'adhésion à l'Otan. Tout tournait autour de la conscience

nationale. J'ai été la seule à parler de la politique sociale pour les jeunes, le logement, l'éducation, etc. Je ne leur ai pas parlé de « politique » et dans leurs questions, ils n'ont pas parlé de « politique » mais des questions qui les intéressaient.

Vous êtes presque les seuls à continuer à vous présenter comme un parti communiste... D'autres ont choisi d'autres noms.

Dans notre société, dans les médias, il y a eu beaucoup de discussions pour savoir si le parti des communistes devait changer de nom. On nous le conseillait de toutes parts avant notre dernier congrès sur le mode : si vous ne le faites pas, on va croire que vous êtes restés stalinien et les jeunes ne vont pas venir vers vous. Ou alors : vous êtes à la tête d'une économie libérale, pourquoi alors continuez-vous à dire que vous êtes communistes ? Mais le congrès a décidé de ne pas changer, ce qui était ma position. Car la conséquence aurait été l'abandon de nos idées. Si nous restons fidèles à Marx et à Lénine, comment justifier un changement de nom ?

Vous êtes d'accord pour dire que votre économie est maintenant libérale ?

Notre économie est une économie de marché mais avec une certaine influence de l'État. Je crois que c'est le seul moyen de développer le pays. Sans cela il n'y a pas de possibilité.

Nous avons beaucoup d'ennemis. Ce n'est pas tellement les partis d'opposition, qui ne sont pas si forts. Les plus

forts sont ceux qui sont derrière ces partis, les États-Unis, mais aussi la Roumanie ou la Russie. En 2005 par exemple, pour les législatives, les chaînes officielles russes de télévision étaient contre le parti des communistes. Or ces chaînes sont influentes en Moldavie.

Un autre problème est l'adhésion à l'Otan. La Roumanie fait pression sur nous dans ce sens mais le parti des communistes s'y oppose au nom de la neutralité de la Moldavie. Nous ne voulons donc pas accueillir de troupes, ni de Russie, ni d'Ukraine, ni des États-Unis.

Lorsqu'une entreprise d'un pays comme la France ou l'Allemagne s'installe en Moldavie, c'est souvent à la suite de ce que nous appelons une délocalisation, qui peut avoir des conséquences sociales. Cette question est-elle abordée dans vos discussions ?

Il y a, je l'ai dit, beaucoup d'investissements étrangers en Moldavie, des banques françaises, des entreprises mixtes. Ces usines ne peuvent pas provoquer de fermetures en Allemagne ou en France, elles sont trop petites.

Nous cherchons à nous développer. Nous avons notre force de travail. Si les entreprises de France, d'Italie ou d'Allemagne veulent ouvrir des usines chez nous, c'est parce que cette main-d'œuvre est disponible. Il y a de plus en plus d'usines qui fabriquent des composants pour l'industrie automobile ou électronique, mais sans fabriquer le produit complet. Nous avons connu une révolution économique impulsée

par le gouvernement communiste. Si une entreprise réinvestit ses bénéfices d'une façon ou d'une autre, elle ne paye pas d'impôts. Nous l'appelons la taxe zéro. Il y a eu aussi une amnistie fiscale pour stimuler l'investissement national. Nous développons aussi les services pour pallier le manque de ressources énergétiques. Il y a enfin une autre question où le gouvernement communiste cherche à innover, c'est en ayant des relations à la fois au sein de la Communauté des États indépendants (CEI)⁹ et avec l'Union européenne. ■

9. La CEI a remplacé l'URSS en 1991, mais sans les pays baltes. La structure de la CEI est cependant beaucoup plus lâche que ne l'était celle de l'URSS.